

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



AO N° 11/2021/ABHS

**OBJET : Assistance technique et suivi des travaux d'aménagement de
la station de traitement des margines de la commune de Taounate**

« CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES »

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	5
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 3 : MAITRE D’OUVRAGE.....	5
ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX OBJET DE L’ASSISTANCE.....	5
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	6
ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L’APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 9 : PRESENTATION DE DOCUMENTS	7
ARTICLE 10 : RELATION IC – MAITRE D’OUVRAGE ET MAITRE D’OUVRAGE DELEGUE	7
ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D’OUVRAGE ET LE MOD.....	7
ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	8
ARTICLE 13 : NANTISSEMENT	8
ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 15 : DELAI D’EXECUTION OU DATE D’ACHEVEMENT.....	9
ARTICLE 16 : NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 17 : REVISION DES PRIX.....	9
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	9
ARTICLE 19 : RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 20 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	10
ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D’ENREGISTREMENT	10
ARTICLE 22 : RECEPTION PROVISoire	10
ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 24 : MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 25 : PENALITES POUR RETARD.....	10
ARTICLE 26 : PENALITES PARTICULIERES.....	11
ARTICLE 27 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	11
ARTICLE 28 : RECEPTION DEFINITIVE.....	11
ARTICLE 29 : RESILIATION DU MARCHE	12
ARTICLE 30 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	12
ARTICLE 31 : PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC.....	12
ARTICLE 32 : MESURES DE SECURITE	12

ARTICLE 33 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 34 : CONFIDENTIALITE :	12
ARTICLE 35 : SPECIFICATION GENERALES DE PRESTATION	14
ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF.....	18

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou représentée par son Directeur
Désignée ci-après par 'Maître d'Ouvrage ou Agence'

D'UNE PART

ET

M.....

Agissant au nom et pour le compte de la **société**....

Au capital social

Patente n°

Registre de commerce de

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au.

Compte bancaire n°

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet la réalisation des prestations relatives à l'assistance technique et suivi des travaux d'aménagement de la station de traitement des margines de la commune de Taounate.

Le site du projet est situé à la Commune de Taounate,
Les coordonnées Lambert du site est :

X=571564.03
Y=438114.86

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Les prestations à réaliser au titre du présent marché consistent en ce qui suit :

- **MISSION I** : ELABORATION DES PLANS D'EXECUTION ET DES NOTES JUSTIFICATIVES DES OUVRAGES.
- **MISSION II** : ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX
- **MISSION III** : ETABLISSEMENT DES DOSSIERS DE FIN DES TRAVAUX.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrages du projet est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX OBJET DE L'ASSISTANCE

Ville	Consistance des travaux
Taounate	<ul style="list-style-type: none">- Réalisation des ouvrages d'interception et de prétraitement (trappe, dégrilleur, déshuileur.)- Réalisation des Bassins de stockage & d'évaporations- Mur de clôture- Loge gardien- Conduites, regards, ouvrages de raccordements et trop plein- Piste d'accès et canaux de drainage des eaux pluviales

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant -détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.
5. L'offre technique

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabi 2 (19 février 2015) relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n° 1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n° 2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS., si ce visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 9 : PRESENTATION DE DOCUMENTS

Chaque rapport définitif sera élaboré sur la base du rapport provisoire en tenant compte de toutes les remarques et observations de l'Agence conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-EMO. Les cartes qui seront jointes aux rapports finaux doivent être en couleur, et sous format adéquate.

L'IC doit fournir un dossier définitif reproductible et les contres calques de tous les plans. Ces mêmes dossiers doivent être fournis sur support informatique (CD-ROM non réinscriptible) : le texte sur WinWord, les tableaux sur Excel et les plans sur Autocad ; le tout devra être installé sur un P.C du MO. Les dossiers définitifs de chaque mission devront être remis à l'Agence dans des coffrets rigides.

ARTICLE 10 : RELATION IC – MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

Durant l'accomplissement des missions qui lui sont confiées, l'IC ne sera en aucune façon autorisé à se substituer au MO dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services. L'IC se limitera à donner des conseils qu'il appartiendra ensuite au MO de transformer à sa convenance en décisions ou ordres d'exécution.

L'IC tiendra le MO au courant de toutes les relations qu'il aura à entreprendre avec des tiers pour l'accomplissement de son travail ; il transmettra en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers.

Dans le cadre de son travail, et pour répondre aux prestations définies aux articles précédents, l'IC devra procéder à la collecte des données, des documents et des fichiers disponibles à l'agence, il procédera à des visites aux administrations concernées pour compléter les données non disponibles à l'ABHS.

L'IC doit tenir le MO au courant de la progression des résultats obtenus de la façon la plus continue et la plus complète possible. L'IC devra en particulier :

- Fournir à l'Agence les comptes rendus de toutes les réunions IC – MO concernant la prestation objet du marché,
- Assister et animer si le MO le lui demande d'assister aux réunions (Le chef de projet doit impérativement assister à ces réunions),
- Assurer des contacts fréquents avec le MO en vue de réaliser la prestation dans de bonnes conditions.

ARTICLE 11 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MOD

Le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'acceptation des documents concernant les missions 1 et 3, ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l'article 47 du CCAG-EMO. Si le délai prévu pour l'approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s'ajoutera au délai prévu au planning des études.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 13 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13, est le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'IC, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir précité.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

Le délai global d'exécution pour l'ensemble de la prestation est fixé à **douze (12) mois** à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'assistance technique.

Le délai consacré par l'Agence pour l'examen des rapports n'est pas pris en compte dans le délai contractuel indiqué ci-dessus.

Si le délai global des marchés des travaux objet de suivi dépasse le délai d'exécution (12 mois). Le titulaire du marché résultant du présent appel d'offres est appelé à assurer la réalisation des prestations définies dans le présent CPS jusqu'à la réalisation de la totalité des prestations définies dans l'article 3, et ne pourra prétendre à aucune indemnité dans ce cas.

ARTICLE 16 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix et bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 17 : REVISION DES PRIX

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 4 000,00Dhs (quatre mille Dirhams).

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché, la somme étant arrondie à la dizaine de dirhams supérieure et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'ABHS Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 19 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 20 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des études, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 22 : RECEPTION PROVISOIRE

Après l'achèvement de l'ensemble des travaux par l'entrepreneur, l'établissement de la réception provisoire desdits travaux et la remise des rapports définitifs de **la mission III** par l'Ingénieur Conseil, le maître d'ouvrage s'assureront en présence du BET de la conformité des prestations aux spécifications du marché et prononceront la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les rapports présentent des insuffisances ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à douze mois

La réception définitive du présent marché ne sera prononcée par le Maître d'Ouvrage qu'après expiration du délai de garantie et la prononciation de la réception définitive des travaux définis dans l'article 3.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies constatées et de remédier à l'ensemble anomalies sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

ARTICLE 24 : MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements seront effectués comme suit :

- **Mission I** : le paiement de la mission I sera effectué à la remise du dossier des plans d'exécution et son acceptation par le MO.
- **Mission II** : il sera appliqué au montant de la mission II, un pourcentage correspondant au pourcentage de l'avancement global des travaux. A l'achèvement de tous les travaux objet de ce marché de suivi, ce pourcentage sera pris égal à 100%.
- **Mission III** : le paiement de la mission III sera effectué à la remise des rapports définitifs de cette mission.

Les paiements seront effectués en monnaie nationale (Dirham Marocain).

ARTICLE 25 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits (ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date), il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 % (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 26 : PENALITES PARTICULIERES

Pénalités relatives au suivi des travaux

L'Ingénieur chargé de l'encadrement des travaux est appelé à assurer le suivi du chantier et effectuer des visites au moins deux fois par mois pour s'assurer de la qualité et la quantité des travaux comme il est invité par fax ou mail à assister aux travaux des commissions. Il sera appliqué les pénalités suivantes :

Nature de retard	Pénalité appliquée en dirhams
Absence de l'ingénieur	500 Dhs/ jour d'absence
Absence du technicien permanent	300 Dhs /jour d'absence
Retard dans la livraison des rapports (les rapports exigés dans le cadre du présent appel d'offres doivent être livrés dans les délais définis dans l'article 33)	150dhs/jour calendaire
Retard dans la livraison des notes (Toute demande de modification, de rapport ou de note explicative demandée par le maître d'ouvrage et formulée dans un PV cosigné avec l'I.C. doit être traitée dans le délai prévu dans le PV)	150dhs/jour calendaire

Le cumul des sommes des pénalités citées ci-dessus est plafonné à 10%. du montant global du marché Ces pénalités seront décomptées sur les situations de plein droit sans mise en demeure préalable.

Aucune pénalité n'est appliquée sur l'Ingénieur Conseil suite à des retards concédés sur les travaux dus à l'entreprise.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

ARTICLE 27 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 28 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive et après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

ARTICLE 29 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 30 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 31 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 32 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 33 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

ARTICLE 34 : CONFIDENTIALITE :

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit

s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 35 : SPECIFICATION GENERALES DE PRESTATION

L'équipe de l'I.C en charge des prestations de suivi permanent des travaux qui doit être obligatoirement composée de :

- **Un ingénieur en Génie civil ou génie hydraulique ou génie de l'environnement (chef de projet)** qui assurera le bon déroulement des travaux, la réalisation des missions objet de cette prestation selon le CPS et la coordination entre l'équipe de suivi, et qui effectuera des visites dont la fréquence dépendra de la nature de l'avancement, de la complexité et de l'importance des travaux en cours. Ces visites seront à réaliser au moins deux fois par mois pour le suivi du chantier durant la période des travaux.
Les visites du chantier par l'ingénieur doivent être sanctionnées par un PV signé par l'ingénieur, le maître d'ouvrage et l'entreprise, et aussi l'établissement d'un compte rendu détaillé sur la visite effectuée sur le chantier et transmis cette dernière au Maître d'Ouvrage dans un délai 3 jours au maximum.
- **Un technicien confirmé en Génie civil, permanent sur chantier** qui assurera le suivi et le contrôle des travaux de réalisation de la station de traitement des margines de la ville de Taounate durant toute la durée des travaux à compter de la première réunion de coordination annonçant le démarrage des travaux jusqu'à leur achèvement. La présence du technicien sur le chantier est obligatoire pendant tous les jours de travail effectif des entreprises et pendant les nuits de bétonnage prévues par l'entreprise. Et aussi l'établissement à chaque jour d'un rapport détaillé sur le déroulement des travaux (les tâches réalisées, les essais de laboratoire effectués, les contraintes rencontrées, et les photos des tâches exécutées...), ce rapport doit être transmis au maître d'ouvrage chaque jour.

Dans le cadre de ce marché les missions et prestations du titulaire du marché sont les suivantes :

- **MISSION I : Élaboration des plans d'exécution et des notes justificatives des ouvrages :**

Le BET est chargé de la vérification de l'étude globale de la station de traitement des margines de la ville de Taounate fournie par le MO, la préparation des plans d'exécution des travaux, tout en produisant, chaque fois que c'est nécessaire, les notes justificatives d'adaptation de la conception et du dimensionnement des ouvrages.

Il doit également préparer, le cas échéant, pour chaque projet, en concertation avec l'entreprise en charge des travaux une note sur l'organisation des chantiers durant la phase des travaux au niveau des différents ouvrages de manière à garantir la continuité de la circulation.

Il doit préparer également un planning détaillé et définir le phasage des travaux adapté aux conditions de l'aménagement, avec propositions des méthodes et des moyens de réalisation tout en respectant les mesures de la sécurité du chantier et assurant la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

Les plans à fournir par le BET devront être suffisamment détaillés, clairs et définiront sans ambiguïté les travaux à réaliser et devront ainsi tenir compte des conditions réelles du chantier. Ils doivent contenir entre autres les éléments suivants :

1. Plan global du schéma d'aménagement
2. Plans (à des échelles appropriées pour tous les plans d'ouvrages, des fouilles, des zones d'emprunt, etc....) :
3. Plan de situation générale.
4. Plans topographiques ;
5. Vue en plan des ouvrages y compris les ouvrages d'art et les seuils.

6. Plan des fouilles.
7. Coupes types par tronçon
8. Profils en travers des ouvrages y compris les ouvrages d'art.
9. Plans de ferrailage des ouvrages avec nomenclature des aciers.
10. L'étude de stabilité des bassins de stockage et d'évaporation cacheté par le bureau de contrôle.
11. Visa d'un bureau de contrôle agréé en cas de besoin ou si le maître d'ouvrage le demande.

Au moment des travaux d'exécution, le circuit des plans sera comme suivant :

- Le BET adresse pour examen au MO le dossier provisoire des plans (trois tirages pour chaque plan), portant la mention "Plan pour examen" dans un délai de 15 jours de la réception des levés topographiques initiaux.
- Dans un délai de 10 jours, le MO fait connaître au BET ses remarques éventuelles ou son approbation des plans considérés.
- Le BET procède alors aux éventuelles modifications demandées par le MO et lui adresse le dossier définitif des plans (5 tirages) portant la mention "plan pour Exécution".

Les plans définitifs pour exécution doivent être remis en (5 exemplaires) et sur support informatique (CD-Rom) à l'achèvement de la mission.

Il est à noter que tout changement dans le projet touchant la conception initiale doit être suffisamment argumenté par les notes techniques nécessaires.

Le titulaire du marché est tenu de remettre les rapports définitifs de la **mission I** dix jours après validation du MO. Ces plans seront actualisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et en cas des contraintes sur les lieux. Le délai d'actualisation de ces plans est d'une semaine.

• **MISSION II : ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX**

A compter de la première réunion de coordination et jusqu'à la prononciation de la réception définitive de tous les ouvrages, le BET assurera le suivi du chantier qui se fera normalement dans le cadre des réunions de coordination chaque fois que le MO jugera nécessaire leur tenue. Le BET titulaire du marché délèguera à ces réunions les ingénieurs responsables du projet, et tout spécialiste dont la présence s'avèrerait utile en fonction de l'avancement des travaux. Lors de ces réunions, le BET titulaire du marché devra fournir les recommandations et les conseils techniques nécessaires pour le bon déroulement des travaux, il sera notamment consulté par le Maître d'Ouvrage en vue d'avis sur :

- ✓ Les installations de chantier ;
- ✓ Les programmes généraux des travaux ;
- ✓ Les conditions d'approbation des matériaux utilisés ;
- ✓ Le programme, les conditions d'exécution, les résultats des essais de contrôle des matériaux, des bétons et leur mise en œuvre ;
- ✓ Les problèmes éventuels qui pourraient apparaître après achèvement de certains ouvrages ou partie d'ouvrages et définition des dispositions à prendre ;

Dans le cadre de cette mission, le titulaire du marché aura à sa charge :

- ✓ La vérification et la réception de l'implantation des ouvrages.
- ✓ Assurer la réception des fonds de fouilles de tous les ouvrages qui seront réalisés en coordination avec le topographe chargé du suivi des travaux topographiques.

- ✓ L'examen et la validation des procédures d'exécution établies par l'entrepreneur, pour juger de la faisabilité technique des méthodes de réalisation et de mise en œuvre et leur conformité vis à vis des critères et des exigences de la qualité comme de sécurité du CPS. De même par rapport au bordereau de prix en vue d'éviter des non-conformités contractuelles pouvant être à l'origine de réclamations éventuelles de l'entrepreneur,
- ✓ La participation aux réunions de coordination et établissement des procès-verbaux correspondants. Ces PV seront remis au Maître d'Ouvrage pour approbation,
- ✓ L'examen et l'analyse de toute correspondance de l'entrepreneur pouvant revêtir un caractère litigieux ou de présomptions de réclamations ultérieures. Au besoin, des réunions seront tenues avec le Maître d'Ouvrage et le consultant pour statuer sur la recevabilité des doléances de l'entrepreneur et la suite y réservée.
- ✓ Le suivi et le contrôle des travaux conformément aux spécifications du CPS des travaux.
- ✓ Le choix et l'agrément des matériaux et matériels,
- ✓ Assurer la réception du coffrage, du ferrailage et du bétonnage des ouvrages,
- ✓ Le contrôle de la conformité d'exécution des ouvrages,
- ✓ Le contrôle de la mise en œuvre des matériaux et matériels et de la qualité des produits finis,
- ✓ Le contrôle de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles,
- ✓ Etablissement des attachements et des métrés contradictoires,
- ✓ Etablissement à la fin de chaque mois des métrés des situations mensuelles des travaux d'entreprises et élaboration des plannings prévisionnels de l'avancement des travaux,
- ✓ Collecte et vérification des plans de récolement des travaux exécutés,
- ✓ Réception provisoire des travaux,
- ✓ Etablissement des attachements et situations définitifs des travaux.
- ✓ L'établissement des états d'avancement périodiques des travaux, définissant l'avancement physique et financier du projet ainsi que les différentes phases des travaux et le planning prévisionnel. Ces rapports doivent être adressés au maître d'ouvrage chaque quinze jours.
- ✓ Elaboration des rapports mensuels d'état d'avancement global et cumulatif en deux copies contenant :
 - Un Récapitulatif de la situation financière et état d'avancement du projet ;
 - Une Synthèse des phasages des travaux avec album photo ;
 - Un CD qui contient la version numérique des éléments cités ci-dessus.

• **MISSION III : ETABLISSEMENT DES DOSSIERS DE FIN DES TRAVAUX.**

L'Ingénieur Conseil devra remettre en fin des travaux, un dossier de fin des travaux qui synthétise les phases de déroulement des travaux d'aménagement des cours d'eau, comportant :

- Le rappel des différentes études antérieures réalisées ;
- Le rappel des différentes solutions envisagées et des justifications de la solution retenue ;
- Les moyens mobilisés, le phasage d'exécution et le programme des travaux ;
- Le mode d'exécution des travaux, matériaux et mode de contrôle ;
- Le rapport de suivi des travaux topographiques (réalisés par l'entreprise ou le MO) ;

- Le rapport de contrôle qualité (essais de laboratoire) ;
- Le rapport du suivi et contrôle technique des travaux ;
- Les copies de tous les documents (PV, Cahier de chantier etc...) ;
- La synthèse des résultats des essais de laboratoire (sur la base du rapport du laboratoire) et le commentaire général sur la qualité finale des travaux ;
- Les procès-verbaux des réunions de coordination sur chantier ;
- Les procès-verbaux des réunions tenues dans le cadre de ce projet ;
- Les commentaires sur la nature géologique des terrains rencontrés lors de la réalisation des travaux, notamment au niveau des fonds des fouilles, des remblais et déblais ;
- Les plans conformes à l'exécution de tous les ouvrages réalisés ;
- Un album photos rendant compte de tous les évènements rencontrés et traduisant la progression des travaux ;

Dans un délai de 15 jours de la réception provisoire des travaux, l'IC doit remettre le rapport de fin des travaux sous sa forme provisoire dans un premier temps en trois (3) exemplaires. Le MO se réserve un délai de 10 jours pour formuler ses remarques éventuelles sur ce rapport provisoire ou son approbation, suite à quoi l'Ingénieur Conseil fournira le rapport sous sa forme définitive en sept (7) exemplaires. Ce même rapport définitif doit être fourni sur support informatique (CD-Rom): le texte en Word sur Windows et les plans sur Autocad.

ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF

OBJET : ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA
STATION DE TRAITEMENT DES MARGINES DE LA COMMUNE DE TAOUNATE

<i>Prix</i>	<i>Désignation des prestations</i>	<i>Unité</i>	<i>Qté</i>	<i>P.U En chiffre (DhHT)</i>	<i>Prix Total (DhHT)</i>
<i>Prix 1</i>	Mission I : Elaboration des plans d'exécution et des notes justificatives des ouvrages	<i>F</i>	<i>1</i>		
<i>Prix 2</i>	Mission II : Assistance technique et suivi des travaux	<i>F</i>	<i>1</i>		
<i>Prix 3</i>	Mission III : Etablissement des dossiers de fin des travaux	<i>F</i>	<i>1</i>		
<i>TOTAL EN DH HT</i>					
<i>TVA</i>					
<i>TOTAL EN TTC</i>					

Arrêté le présent bordereau formant détail estimatif à la somme de :

.....

Toutes Taxes Comprises

AO N° 11/2021/ABHS

OBJET : ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA STATION DE TRAITEMENT DES MARGINES DE LA COMMUNE DE TAOUNATE

Montant : **DH TTC (En chiffre et en lettre)**

Dressé par :	Vérifié et présenté par :
Fès le	Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné	
Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou	Approuvé par : La Directrice de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou
Rabat, le :	Fès le